FIDUCIE DU PATRIMOINE ONTARIEN

DONNER VIE À NOTRE HISTOIRE

# Questions de patrimoine

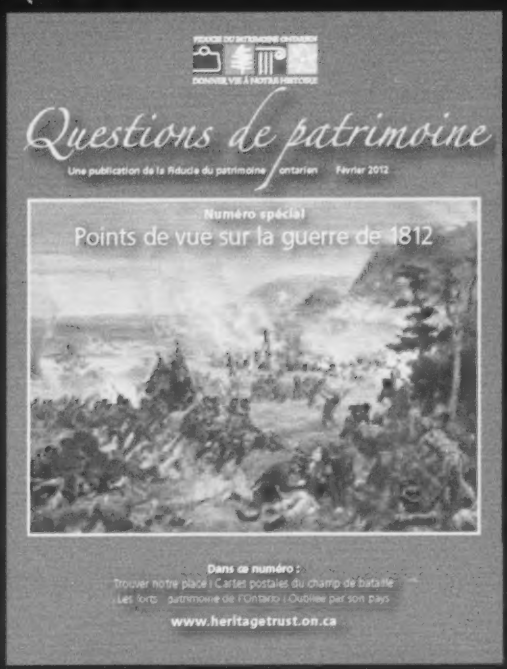
Une publication de la Fiducie du patrimoine ontarien Février 2012

**Dans ce numéro :**

Trouver notre place | Cartes postales du champ de bataille
Les forts : patrimoine de l'Ontario | Oubliée par son pays

**www.heritagetrust.on.ca**

**Numéro spécial :**
Points de vue sur la guerre de 1812, Pages 2-5




*Questions de patrimoine*

*Questions de patrimoine* est publié en français et en anglais et son tirage combiné est de 9 200 exemplaires. Des copies numériques sont disponibles sur notre site Web à www.heritagetrust.on.ca.

Tarifs publicitaires :

Noir et blanc
Carte d'affaires – 125 $ plus la TVH
1/4 page – 250 $ plus la TVH

Encarts – Appelez pour connaître nos tarifs exceptionnels.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la
Fiducie du patrimoine ontarien
10, rue Adelaide Est, Bureau 302
Toronto (Ontario) M5C 1J3
Téléphone : 416 325-5015
Télécopie : 416 314-0744
Courriel : marketing@heritagetrust.on.ca
Site Web : www.heritagetrust.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012
© Fiducie du patrimoine ontarien, 2012
Photos © Fiducie du patrimoine ontarien, 2012, sauf indication contraire.

Édité par la Fiducie du patrimoine ontarien
(un organisme relevant du ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport de l'Ontario).

Rédacteur en chef : Gordon Pim
Concepteur graphique : Manuel Oliveira

Cette publication est imprimée sur du papier recyclé avec des encres à base d'huile végétale. Aidez-nous à protéger l'environnement en partageant ou en recyclant cette publication une fois que vous l'aurez lue.

Also available in English.

Toute annonce ou tout encart dans la présente publication ne signifie pas automatiquement que la province de l'Ontario appuie les sociétés, les produits ou les services en question. La Fiducie du patrimoine ontarien n'est pas responsable des erreurs, omissions ou représentations fallacieuses figurant dans toute annonce ou tout encart.

SEO ISSN 1201-0766 (Imprimé)
ISSN 1911-4478 (PDF/En ligne)

02/12

## TABLE DES MATIÈRES

Salutations 1
Numéro spécial : Points de vue sur la guerre de 1812 2
La lutte pour la liberté 6
Trouver notre place 7
Cartes postales du champ de bataille 8
Maintien de la paix : les Quakers et la guerre de 1812 dans le Haut-Canada 10
Les forts : patrimoine de l'Ontario 11
Oubliée par son pays 12
Les premiers édifices parlementaires du Haut-Canada : un lieu d'espoirs et de rêves 14
Ressources 16

**Couverture :** « Bataille des hauteurs de Queenston, 13 octobre 1812 (mort de Brock) », John David Kelly, 1896. Bibliothèque et Archives Canada 1954-153-1.

Les vues et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et opinions de la Fiducie du patrimoine ontarien ou du gouvernement de l'Ontario.

## Message du président

La guerre de 1812 est l'événement le plus traumatisant de l'histoire de l'Ontario. En substance, la province a été attaquée et envahie. Elle a résisté à ses envahisseurs et, de fait, est parvenue à les repousser hors de ses frontières, mais non sans que sa capitale soit prise d'assaut et ravagée par les flammes.

À bien des égards, ce combat sans merci et son remarquable dénouement ont façonné la province et lui ont permis d'articuler les valeurs fondamentales qu'elle a adoptées au cours des premières années, aussi essentielles que formatrices, de sa constitution. À l'heure de défendre son territoire et ses institutions, la province a vu se rassembler les éléments les plus disparates de sa modeste population : Premières nations, Loyalistes de l'Empire-Uni, habitants francophones, corps armés formés au sein de la communauté noire et bon nombre d'autres colons ont combattu aux côtés des troupes régulières britanniques, infligeant *in fine* un cuisant revers aux combattants adverses, pourtant bien plus nombreux. Cette lutte a assis la posture de l'Ontario telle qu'elle s'incarne dans la devise de la province :

*Ut incepit Fidelis sic permanet*
Fidèle elle a commencé, fidèle elle demeure

Même si la majeure partie des combats – et une bonne partie des affrontements les plus acharnés – s'est déroulée dans le Haut-Canada ou en relation avec cette région, la guerre de 1812 ne se cantonne évidemment pas à cette seule province, pas plus d'ailleurs qu'elle n'est circonscrite à l'Amérique du Nord. Elle s'inscrit dans un conflit plus large, celui qui règne entre l'Empire britannique et les États-Unis et qui fait couler le sang aussi bien sur terre que sur mer, du littoral nord-atlantique au golfe du Mexique. De surcroît, ce combat fait rage alors même que la Grande-Bretagne se trouve engagée dans une lutte à mort qui l'oppose à Napoléon et à ses alliés européens.

Le conflit avec les États-Unis affecte également de façon directe le Québec et le Canada atlantique, qui prennent également part aux combats. En réalité, la guerre rapproche toutes les colonies de l'Amérique du Nord britannique, en leur rappelant que tout comme leur histoire, leurs intérêts se rejoignent, et jette les bases de la future confédération. Le dénouement du conflit a également permis de conserver une option très intéressante aux yeux de cette confédération, à savoir la possibilité de progresser vers l'ouest et le nord, ce qu'elle fera en temps voulu.

Qui a remporté la guerre de 1812? La question peut faire débat, mais pour les Nord-Américains britanniques, la réponse coule de source. Si le dénouement de la guerre avait été autre, comme l'envahisseur l'appelait de ses vœux, le Canada serait aujourd'hui absent de la carte du monde. La contre-offensive réussie menée par cette province représente le fondement sur lequel cette nation embryonnaire s'est appuyée pour combattre et survivre.

Pour les Canadiennes et les Canadiens, ce bicentenaire doit donc être un moment à célébrer dignement, et le Canada et les États-Unis ont tant à fêter ensemble! Citons en particulier l'instauration progressive d'un état de paix permanent entre nos deux grandes nations, une paix que l'on doit à une conviction de plus en plus forte, à savoir que le dialogue et la négociation constituent la seule façon correcte pour de tels voisins de résoudre leurs différends. Ne s'agit-il pas là d'une excellente raison de se réjouir? Pour ces deux pays, il y a aussi toute une réflexion à mener quant à leurs relations présentes et futures.

Tom Symons

**Thomas H.B. Symons, CC, O.Ont., FRSC, LLD**

La médaille Upper Canada Preserved a été créée dans l'intention de rendre hommage aux personnes qui se sont distinguées en défendant le Haut-Canada pendant la guerre de 1812. Commandées par la Loyal and Patriotic Society pendant la guerre, elles ont été frappées en Angleterre. Sur l'avers se trouve une couronne de laurier accompagnée des mots « Presented by a grateful country for merit » (« En récompense d'actes de bravoure, le pays reconnaissant », traduction libre). Au revers, les mots « Upper Canada Preserved » entourent une représentation de la rivière Niagara, avec sur l'une des rives le symbole des États-Unis (un aigle), et sur l'autre celui de la Grande-Bretagne (un lion) et du Canada (un castor industrieux). Ces médailles n'ont jamais été remises. Après des décennies de controverse quant à savoir à qui les décerner, toutes les médailles – sauf trois exemplaires – sont détruites en 1840.

# Points de vue sur

## Un point de vue britannique

Par l'honorable David C. Onley

L'honorable David C. Onley, lieutenant-gouverneur de l'Ontario (Photo : Philippe Landreville, 2007)

2012 s'annonce comme une année extraordinaire pour tous les Canadiens et Canadiennes. Nous célébrerons à la fois le bicentenaire de la guerre de 1812 et le Jubilé de diamant de Sa Majesté la Reine. Ces deux événements soulignent les valeurs fondamentales qui ont permis de définir l'identité de notre pays.

Il y a deux cents ans, nous avons pris les armes pour défendre le principe d'un gouvernement fondé sur les traditions parlementaires britanniques plutôt que sur les valeurs républicaines. Deux siècles plus tard, notre ancien ennemi est devenu un allié solide. En tant que nation entièrement indépendante, nous célébrons les 60 ans de règne de Sa Majesté la Reine.

L'histoire du Canada se caractérise par la recherche de vertus communes chez des peuples distincts. Malgré des désaccords fréquents, les Canadiennes et Canadiens ont toujours été prompts à défendre leurs valeurs communes face aux dangers venus d'ici et d'ailleurs. Dans le même temps, la Couronne a joué un rôle déterminant dans la protection de notre processus démocratique.

La réponse du peuple canadien face au défi lancé par les Américains en 1812 a montré la volonté des Autochtones, des francophones et des anglophones de défendre ces valeurs communes et de réaffirmer leur allégeance à la Couronne. Quelques 55 années avant la Confédération, le sens du devoir exceptionnel des Canadiennes et Canadiens et leur amour pour ce pays naissaient dans le sang et la guerre. Notre pays tel qu'il est aujourd'hui a commencé à se construire il y a bien longtemps.

En tant que lieutenant-gouverneur, j'ai pu constater directement ce sens du devoir aux quatre coins de notre province diversifiée. C'est un grand privilège d'honorer les innombrables bénévoles qui consacrent du temps et de l'énergie à nos collectivités pour créer une qualité de vie inégalée.

Nos valeurs solidement enracinées, qui se sont renforcées au fil des siècles, vont au-delà de la simple promotion de la tolérance et visent également à comprendre et à accepter la différence. Cette philosophie engendre des bénéfices immédiats pour chacune et chacun d'entre nous et revêt une importance croissante dans un monde de plus en plus diversifié et interconnecté.

À l'issue de la guerre de 1812, aucun territoire n'a changé de mains et aucun gouvernement n'a été renversé. Pour les Canadiennes et Canadiens, ceci a permis de créer une dynamique en faveur de l'indépendance nationale. Le pays allait confirmer son allégeance à la Couronne, tout en devenant une nation véritablement indépendante.

Nous continuons aujourd'hui de tenir notre rang sur la scène internationale, mais dans le même temps, fiers de notre appartenance au Commonwealth, nous célébrons le 60e anniversaire du règne de Sa Majesté la Reine.

En outre, pendant cette année du bicentenaire, nous célébrerons le fait que la frontière entre le Canada et les États-Unis – la plus grande au monde – reste démilitarisée. Nous montrons ainsi au monde entier que les ennemis d'hier peuvent devenir de bons amis et que certains différends peuvent être résolus pacifiquement.

*L'honorable David C. Onley est le 28e lieutenant-gouverneur de l'Ontario et soutient activement le patrimoine de la province.*

# la guerre de 1812

## Un point de vue américain

Par Martin O'Malley

Martin O'Malley, gouverneur du Maryland

Jamais le Congrès américain n'a tenu un vote aussi serré pour déclarer une guerre qu'à l'occasion de celle menée contre la Grande-Bretagne en 1812. Les représentants du Maryland – et ses habitants de façon générale – étaient tout aussi divisés.

Dépendant du commerce maritime, ils ressentaient peut-être plus fortement que la plupart de leurs compatriotes le poids de l'un des facteurs déclencheurs de la guerre, l'enrôlement forcé des marins américains par la Royal Navy – soit plus de 10 000 hommes à l'époque où débute le conflit. Deux habitants du Maryland travaillant sur le USS Chesapeake ont ainsi été notoirement enrôlés de force en 1807 – le souvenir de cet enrôlement hante cette génération tout au long de la guerre, et représente pour elle l'équivalent du massacre de Boston.

Après la déclaration de guerre, le Maryland enregistre sa première victime en juillet 1812 pendant les émeutes de Baltimore, qui éclatent entre des factions favorables à la guerre et d'autres qui lui sont opposées. Les passions s'échauffent dans le Maryland et la région de Chesapeake tout au long du conflit.

Même si les combats entre Américains et Britanniques ne commencent dans le Chesapeake qu'au printemps 1813, le Maryland devient la scène d'une activité militaire qui dépasse en intensité celle qui règne dans tous les autres États pendant les 18 mois suivants, ce qui correspond à la période que l'on appelle « la terreur du Chesapeake » (Terror on the Chesapeake). L'incroyable succès de la défense contre l'armée de terre et la marine britanniques à Baltimore en septembre 1814 – soit tout juste deux semaines et demie après l'incendie de la President's House et du Capitol – est un tournant majeur pour la fin de la guerre. La défense de Baltimore est en grande partie composée de miliciens – des citoyens-soldats – de personnes qui ne sont pas nées aux États-Unis et d'Afro-américains libres et esclaves.

La bataille de Baltimore a offert aux États-Unis deux de ses plus importants symboles – son drapeau, la bannière étoilée américaine (aujourd'hui, l'objet qui attire le plus grand nombre de visiteurs au National Museum of American History à Washington, D.C.) et son hymne national. Elle a contribué dans le même temps à créer un nouveau sens de l'identité américaine.

La guerre a dévasté le Maryland. On estime que 4 000 esclaves et leurs familles – un capital humain important pour l'économie de l'État – sont partis avec les Britanniques pour s'installer en Nouvelle-Écosse, à Trinidad ou ailleurs. Ces communautés délocalisées existent encore aujourd'hui dans des villes comme Halifax. Le sud du Maryland, en particulier, a été mis à feu et à sang et devra attendre le XX$^{e}$ siècle avant de retrouver sa prospérité d'avant-guerre. Les riches marchands de Baltimore avaient en effet coulé leur flotte pour protéger le port. Néanmoins, le succès de la défense contre les Britanniques – dès le point du jour – a inspiré un désir collectif et immédiat de commémorer ces événements, lequel perdure depuis maintenant deux siècles. Defenders Day est le plus ancien jour férié au Maryland.

Les esprits raisonnables débattront pendant encore des siècles des causes et des conséquences de la guerre de 1812. Les points de vue varieront d'une région à une autre, d'une nation à une autre – mais, au bout du compte, dans la passion commune que nous éprouvons à l'égard de l'histoire de la guerre de 1812 s'expriment notre amour de la terre, la célébration de l'unité dans la diversité et notre survie devant l'adversité.

*Martin O'Malley est le gouverneur du Maryland.*

## Un point de vue des Premières nations

Par Harvey McCue

**Quel a été le rôle des Premières nations pendant la guerre?** Les Premières nations ont joué le rôle d'alliés essentiels et stratégiques, et ont davantage soutenu les Britanniques que les Américains. La Grande-Bretagne avait désespérément besoin des ressources supplémentaires offertes par les Premières nations, tant pour la stratégie défensive qu'offensive. Les deux camps valorisaient l'efficacité des stratégies militaires des Premières nations, et les guerriers autochtones étaient réputés être des combattants redoutables du fait de leur résistance à l'invasion de leurs terres traditionnelles.

**Quelles sont les Premières nations qui ont participé?** De nombreuses Premières nations ont combattu dans un camp comme dans l'autre. Du côté britannique, les plus célèbres combattants sont Tecumseh, chef important de la nation Shawnee, et son demi-frère, le prophète Tenskwatawa. Ils ont fondé une confédération temporaire constituée de guerriers des Premières nations de Wyandot, Pottawatomie, Ojibwe, Ottawa (Odawa), Creek, Winnebago et Kickapoo ainsi que de leurs propres partisans Shawnee.

Après avoir initialement choisi la neutralité, la confédération iroquoise (les Six-Nations) a fini par participer en apportant son soutien à chacun des deux camps, par l'intermédiaire des guerriers de la rivière Grand sous le commandement de John Norton et de Joseph Brant, des guerriers de la baie de Quinte et des membres de St-Régis, de Kahnawake et de Kanesatake dans le Bas-Canada.

Les guerriers Mississauga et Ojibwe des lacs Simcoe, Couchiching, Muskoka et Rice dirigés par les chefs Yellowhead, Snake, Assaince et Mesquakie ont défendu Fort York et se sont battus aux côtés des guerriers menés par Assiginack et Shingwaukonse, chefs Odawa et Ojibwe.

Quant au camp américain, il bénéficie du renfort des guerriers des nations Choctaw et Creek. Les guerriers des Six-Nations des nations Seneca, Onondaga, Oneida et Tuscarora, parmi lesquels beaucoup résidaient dans les réserves d'Alleghany, de Cattaraugus et de Cornplanter dans l'actuel État de New York, se rallient aux États-Unis.

**Pourquoi ont-ils combattu?** Pour Tecumseh et Tenskwatawa, la guerre représentait une nouvelle occasion de défendre leurs terres traditionnelles dans les États actuels de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Ohio et du Michigan face aux invasions de plus en plus nombreuses des Américains, après une première campagne lancée en 1763 sous l'égide du chef Odawa Pontiac, puis de nouveau en 1791 par le prédécesseur de Tecumseh, le chef Shawnee Blue Jacket, et son allié Miami, Michikinikwa.

En réalité, la confédération de 1812 de Tecumseh a été le chant du cygne des Premières nations en Amérique du Nord pour protéger un vaste territoire traditionnel non envahi par l'étranger.

Pour les Iroquois favorables à la cause britannique, la guerre de 1812 a permis de se venger de la destruction de leurs communautés par les Américains dans l'État de New York – campagne ayant commencé en 1779 et s'étant poursuivie après la Guerre d'indépendance aux États-Unis. Cela a également permis de renouveler leur allégeance à la Couronne britannique, qui remontait à la guerre de Sept Ans et à la proclamation royale de 1763.

Pour les guerriers et chefs Mississauga, Ojibwe et Odawa, de même que pour les chefs Assiginack (Blackbird) et Shigwaukonse (Little Pine) du Haut-Canada, l'effort de guerre a permis d'affirmer leur loyauté à la Couronne.

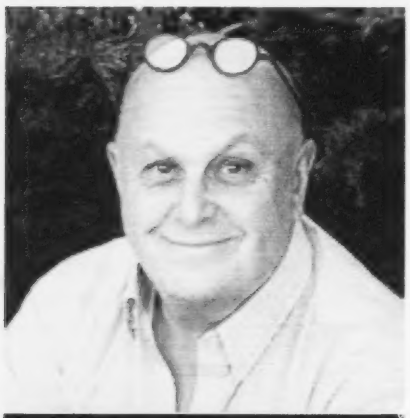
Sans le soutien des Premières nations dans de nombreux conflits clés de cette guerre, l'Ontario n'existerait pas aujourd'hui. Les chefs et guerriers des Premières nations ont combattu dans des batailles décisives, à Queenston Heights, Beaver Dams, Stoney Creek et à Fort George, lors de la bataille pour la récupération du fort.

*Waubageshig (Harvey McCue) fait partie du conseil d'administration de la Fiducie du patrimoine ontarien et est membre de la Première nation de l'île Georgina (lac Simcoe).*

Harvey McCue

## Un point de vue canadien

Par Charles Pachter



Charles Pachter

Célébrer l'anniversaire d'événements militaires – dans le cas présent, une guerre datant de deux siècles – peut s'avérer problématique. Les souvenirs estompés et le révisionnisme historique enjolivent souvent les sombres réalités des conflits anciens.

La guerre qui a fait rage entre 1812 et 1815 peut être considérée comme la seconde guerre d'indépendance américaine. Cette fois-ci, elle voit la jeune nation américaine composée de 18 États chercher hardiment à s'étendre sur les territoires détenus par les Autochtones et les colons britanniques. Beaucoup pensent qu'il sera aisé de vaincre les Britanniques, étant donné que ces derniers ont déjà fort à faire avec la guerre en Europe. Les colonies britanniques du Haut-Canada et du Bas-Canada, de Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick comptent alors quelque 75 000 habitants, alors que la population américaine, en plein essor, comprend huit millions de personnes.

Mais la victoire n'est pas aussi facile qu'on pouvait le penser. La guerre, se déroulant principalement sur un sol qui fait aujourd'hui partie du Canada, est ancrée dans une sombre et effroyable réalité. Ce n'est pas l'image qui en ressort si l'on se fie aux reconstitutions de bataille présentant aujourd'hui les soldats d'il y a 200 ans. Dans tous les sites historiques, on met surtout l'accent sur les uniformes éclatants, les fusils rutilants, les bottes étincelantes, les tentes triangulaires d'une blancheur immaculée – on insiste plus sur la tenue vestimentaire que sur la souffrance et les horreurs de la bataille.

Or, la souffrance et les horreurs étaient bien réelles. Les soldats risquaient tout autant de succomber d'une maladie que d'une blessure de guerre. Sur fond de moustiques et de malaria, les batailles étaient ponctuées d'exactions, de pillages, de vols, de saccage, mais aussi de scalpations, d'éviscérations et d'amputations. Sans parler des famines. Aux yeux des premiers colons, les atrocités de la guerre incluaient la destruction de propriétés privées, le vol de bétail, l'incendie de granges et de foyers, le pillage de céréales, de légumes et de vêtements.

Une fois le conflit terminé, aucun territoire n'avait changé de main. Deux nations émergentes – des cousins de race blanche, bon nombre d'entre eux anciens compatriotes, tant à l'attaque qu'à la défense – se sont entretuées pour le pouvoir et la terre. Les véritables perdants, bien sûr, ont été les peuples des Premières nations.

Après la victoire britannique contre Napoléon, des milliers de soldats aguerris se sont joints aux colonies britanniques d'Amérique du Nord. Qui sait comment les choses auraient tourné si Napoléon n'avait pas perdu? Le Haut-Canada, l'actuel Ontario, serait-il devenu un immense État américain?

Dans les mois à venir, il va être beaucoup question de ce conflit qui a finalement mis un terme à la lutte hargneuse entre deux nations voisines en devenir. Il ne faut pas oublier que ces sacrifices insensés si nombreux sont à l'origine de la coexistence pacifique qui règne entre nos deux grandes démocraties au XXIe siècle. Réjouissons-nous de cette paix que nous avons tendance à considérer comme allant de soi.

*Charles Pachter est peintre, graveur, sculpteur, dessinateur, historien et conférencier. Son œuvre est présentée dans des collections publiques et privées dans le monde entier.*

Après avoir passé l'été 2011 dans mon studio du lac Simcoe à lire divers récits sur la guerre de 1812, j'ai peint une série de tableaux rassemblés sous le titre « Dressed to Kill » (Vêtus pour tuer) (voir www.cpachter.com/?page_id=23).

# La lutte pour la liberté

Par Wayne Kelly

Dévoilement d'une plaque provinciale commémorant le "Corps d'hommes de couleur" (1994)

Qu'a dû penser Richard Pierpoint en 1812 lorsqu'il entend de nouveau résonner les tambours de la guerre? Enlevé au Sénégal à l'âge de 16 ans, Pierpoint est emmené aux États-Unis où un officier britannique l'achète comme esclave. Pendant la Révolution américaine, il combat pour les Britanniques au sein des Butler's Rangers. Ensuite, il s'établit en tant qu'homme libre au Haut-Canada, où il a obtenu une concession de terre pour ses services militaires. En 1794, avec d'autres anciens militaires noirs, il demande en vain au gouvernement une terre pour qu'une communauté noire puisse s'y établir séparément.

En 1812, la loi énoncée par le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe en vue de limiter l'esclavage fait du Haut-Canada un refuge pour les personnes en quête de liberté et les esclaves fuyant les États-Unis. En 1812, au moment où les États-Unis déclarent la guerre à la Grande-Bretagne, la population noire vivant au Canada se rallie au pays pour défendre leur nouvelle patrie et leur liberté récemment acquise.

Pierpoint propose de « former un corps d'hommes de couleur à la frontière de Niagara ». L'armée refuse son offre, mais nomme le capitaine de race blanche Robert Runchey à la tête d'un corps d'armée ségrégué composé d'hommes de couleur, le « Colored Corps ». Cette petite escouade est mise en garnison à Fort George et combat dans des batailles clés à Queenston Heights, Fort George et Stoney Creek. Pendant la bataille de Fort George, le capitaine Fowler – qui commande alors le « Colored Corps » – écrit que « le corps d'hommes de couleur (faisant partie des forces britanniques) [...] avance pour repousser l'ennemi, faisant fi du déluge de mitrailles et d'autres projectiles provenant des vaisseaux arrivés jusque-là [...] L'opposition est rude et [...] les officiers et hommes du corps susmentionné tombent rapidement et le combat devient bientôt inégal [...] ».

Cette campagne sanglante empêche le Canada de tomber aux mains des Américains, ce qui marque le début de la fin de la guerre. Le « Colored Company » perdure pendant tout le conflit, où il s'emploie à construire et entretenir des postes militaires, des fortifications et des voies de transport – autant de travaux laborieux et fastidieux qui ne sont pas du goût des soldats.

Pendant la guerre de 1812, la population noire joue un rôle majeur dans la défense du Haut-Canada. Elle livre des combats clés, fait face à de nombreuses épreuves et compte de nombreuses réalisations à son actif. Après la guerre, les soldats qui ont combattu si durement retrouvent la vie civile. Mais les choses ne sont pas simples pour eux. On leur avait promis six mois de paie du fait du démantèlement, mais le sergent Thompson du « Colored Corps » s'entend dire qu'il doit « aller chercher l'argent lui-même ». Lorsque les anciens militaires noirs viennent demander leurs concessions de terre, ils découvrent qu'elles sont plus petites et plus isolées que celles accordées aux anciens militaires blancs. En fin de compte, peu d'anciens militaires noirs sont en mesure d'occuper leurs concessions. Pierpoint, qui, en 1821, vit dans le dénuement, demande de l'aide aux autorités : « Aujourd'hui vieux et sans aucun bien, [...] il trouve difficile de vivre de son travail; par-dessus tout, il souhaite retourner dans son pays natal ». Pierpoint, dont la vie a été jalonnée par les combats, n'est jamais retourné chez lui.

*Wayne Kelly est chef de la sensibilisation du public et du développement communautaire auprès de la Fiducie du patrimoine ontarien.*

# Trouver notre place

Par Stephen Smith

Le 18 juin 1812, à Washington D.C., le président américain James Madison signe la déclaration de guerre qui donne lieu à la guerre de 1812. La conquête du Canada, selon la célèbre phrase de Thomas Jefferson, serait « une simple promenade ». « Nous devons repousser les Britanniques hors de notre continent », déclare avec vigueur un député au Congrès; les Canadiennes et Canadiens seraient reçus « comme des frères et sœurs adoptifs ».

Un certain temps s'écoule avant que les coursiers ne transmettent le message de l'entrée en guerre au reste du monde – il faut près d'une semaine avant que la nouvelle n'arrive au Québec, et plus d'un mois avant qu'elle n'atteigne la capitale de l'ennemi britannique, Londres. De fait, personne ne prévient la garnison américaine qu'elle doit surveiller le détroit stratégique de Michilimackinac, où le lac Huron rejoint le lac Michigan – ce qui permet à une petite unité furtive de soldats réguliers britanniques (soutenus par les guerriers sioux et Chippewa) de conquérir le fort sans tirer un seul coup de feu.

Deux cents ans plus tard, alors que nous célébrons le bicentenaire de cette guerre, il peut parfois sembler que le retard de communication reste l'un des événements définissant le mieux un conflit qui a mis à feu et à sang la moitié Est du continent il y a tant d'années.

En réalité, de quoi s'est-il agi? Avons-nous gagné ou non? Pour une période aussi fondatrice de notre histoire, la guerre de 1812 reste simplement, pour bon nombre d'entre nous, l'histoire surprenante d'une victoire improbable contre notre intimidant voisin, le renversement d'une grande puissance militaire et économique par des groupes de fermiers courageux faisant front commun avec une poignée de tuniques rouges britanniques et leurs alliés autochtones. Et quoi d'autre? Peut-être le vague souvenir d'actes de bravoure de personnes portant le nom de Brock, de Tecumseh ou encore de Secord en des lieux tels que Queenston Heights, Beaver Dams ou Crysler's Farm. En tant que Canadiennes et Canadiens, nous aimons penser que nous sommes responsables de la couleur blanche de la résidence du président des États-Unis. Et sans nous, quel serait l'hymne national américain?

Bien sûr, les choses sont un peu plus compliquées que cela.

Dans les mois à venir, il y aura de nombreux défilés d'anniversaire au rythme des tambours historiques et des salves de mousquets tirées par des personnes se prêtant avec sérieux au jeu de la reconstitution historique. Il n'y a rien de mal à cela. Mais nous devons faire contrepoids au divertissement en regardant plus attentivement ce qui s'est passé il y a toutes ces années et nous efforcer de jeter un regard neuf sur le passé pour réfléchir et débattre sur la signification véritable de ces événements dans le développement de notre nation naissante.

Rencontre de Brock et Tecumseh, 1812, par C.W. Jeffreys, 1869-1951. Bibliothèque et Archives Canada, 1972-26-1360.

Comme toutes les guerres, celle-ci a été sanglante et brutale, elle a entraîné la peur et la misère. D'aucuns pensent que les principales leçons de la guerre de 1812 sont peut-être à trouver dans ce qu'elle n'a pas permis d'obtenir pour les Premières nations participantes et dans les espoirs déçus et les promesses brisées après le retour de la paix en 1814. Il est d'autant plus facile de célébrer les batailles et la bravoure qu'on adapte le passé afin qu'il s'intègre parfaitement aux questions contemporaines. Mais nous ne devons pas nous en contenter.

*Stephen Smith est journaliste à Toronto. Il écrit sur l'histoire et la culture du hockey sur le site puckstruck.com.*

# Cartes postales du champ de bataille

Par Jim Hill

Monument de Chippawa (avec l'aimable autorisation de la Commission des parcs du Niagara)

Vieux Fort Erie (avec l'aimable autorisation de la Commission

La guerre de 1812 a touché la région de Niagara plus que toute autre région d'Amérique du Nord. Le combat commence le long de la rivière Niagara à l'été 1812 avec des tirs au jugé de l'autre côté de la rivière et se poursuit jusqu'à la fin de 1814 avec des batailles épiques et une guerre de siège. La dévastation est presque totale. Presque toutes les villes et tous les postes militaires le long de la rivière Niagara sont détruits pendant les combats. À la fin de la guerre, la population revient et commence la reconstruction, mais la guerre est suivie d'une crise économique mondiale qui ralentit ses progrès. Pour la majeure partie de la population, il est temps de tourner la page de la guerre de 1812.

Néanmoins, avec la hausse du nombre de visiteurs aux chutes Niagara et le retour des anciens combattants, on constate un intérêt renouvelé pour les champs de bataille et les forts de Niagara. Le monument Brock (ou pour être plus exact, les monuments Brock, le premier ayant été détruit par une bombe et le deuxième inauguré en 1859) symbolise la reconnaissance officielle du sacrifice de 1812. Une fois que le réseau des voies ferrées et des canaux est solidement établi, le tourisme devient florissant dans cette région. Des fiacres proposent d'emmener les visiteurs jusqu'aux champs de bataille où l'on peut monter en haut d'une tour pour avoir une meilleure vue sur le champ de bataille de Lundy's Lane. Des débris des anciens forts sont conservés à titre de souvenir ou pour agrémenter une rocaille située dans les alentours. Les villes commencent à investir ces lieux importants.

Au fil des ans, des historiens comme Ernest Cruikshank commencent à étudier de façon plus approfondie les événements qui ont eu lieu à Niagara pendant la guerre et dévoilent la correspondance originale de ceux qui étaient au cœur des combats. Les sociétés historiques commencent à se mobiliser pour sauvegarder ces sites. Parmi les défenseurs les plus ardents, on compte de nombreux groupes féminins qui, à la même époque, mènent leurs propres combats pour obtenir le droit de vote et d'autres droits pour les femmes.

Au début du XX[e] siècle, il ne fait pas de doute que les Canadiennes et Canadiens vont commémorer le centenaire de la guerre de 1812. Des monuments, des parades militaires et des célébrations sont alors prévus pour les visiteurs en provenance des deux côtés de la frontière. Au même moment, la Commission des parcs du Niagara, organisme provincial fraîchement établi, commence à

acquérir plus de propriétés, la plupart liées à la guerre. Dans certains cas, ces biens sont achetés, voire proviennent de donations; d'autres terres de la Couronne sont simplement transférées à la Commission. Queenston Heights, Fort George, Fort Erie, Lundy's Lane et enfin Stoney Creek deviennent la

s parcs du Niagara)

responsabilité de la Commission. Dans les années 1930, des projets sont lancés pour restaurer les ruines de 1812, notamment Fort Erie et Fort George. Ces travaux visent à faire revivre l'histoire canadienne. Comme le dira plus tard Ron Way, le jeune historien chargé de concevoir les reconstructions, « cela permet d'instiller de façon très concrète un vrai sens de l'histoire chez des milliers de personnes ». Ces projets créent également des emplois pour ceux qui subissent la Grande Dépression. Le vieux Fort Erie ouvre ses portes au public le 1er juillet 1939, le jour de la fête du Dominion. Deux mois plus tard, une autre guerre va jeter un voile sombre sur ces célébrations et retarder l'inauguration de Fort George.

Au fil des ans, d'autres collectivités et ordres de gouvernement prennent en charge la préservation et l'interprétation de certains de ces sites; c'est le cas de Parcs Canada pour Fort George et de la ville d'Hamilton pour la Battlefield House à Stoney Creek. Plus récemment, la CPN acquiert la propriété de Laura Secord et le champ de bataille de Chippawa. L'année passée, l'infrastructure ainsi que les installations pour les visiteurs disponibles sur les sites ont été modernisées en vue du bicentenaire de la guerre de 1812. Les visiteurs peuvent passer d'un lac à l'autre le long de la magnifique promenade Niagara et suivre le déroulement de la guerre de Niagara-on-the-Lake à Fort Erie. L'histoire qui leur est narrée est celle des événements dramatiques de 1812, émaillés des exploits de personnalités telles que les héroïques pionnières du Canada, les vaillants généraux britanniques ou encore les courageux guerriers Mohawk.

Des événements sont prévus de 2012 à 2014 et des renseignements sont disponibles sur le site discover1812.com. Un conseil pour ceux qui sont en train de planifier leurs voyages des prochaines années : la plupart des commémorations auront lieu au moment même des dates historiques (qui, de façon fort opportune, tombent souvent un samedi) ou à une date très proche.

Rejoignez-nous à Niagara dans les années qui viennent pour commémorer les batailles menées pour défendre le Haut-Canada, ainsi que pour célébrer la paix durable remportée par les deux camps. Les visiteurs de ces lieux particuliers poursuivront ainsi une tradition qui remonte à la guerre elle-même.

*Jim Hill est surintendant du patrimoine à la Commission des parcs du Niagara.*

Monument de Laura Secord, Queenston Park (avec l'aimable autorisation de la Commission des parcs du Niagara)

# Maintien de la paix : les Quakers et la guerre de 1812 dans le Haut-Canada

Par Robynne Rogers Healey

Lieu de réunion et cimetière de la Société des amis (Quakers) sur la rue Yonge à Newmarket. Photographie : Portes ouvertes à Newmarket

Bien que la guerre de 1812 soit littéralement arrivée jusqu'aux portes des membres de la Société religieuse des amis (Quakers) du Canada, seule une poignée d'entre eux s'est engagée volontairement dans le conflit. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'ont pas été touchés par la guerre. Bien au contraire, les Quakers ont profondément souffert de leur pacifisme. La position pacifiste de la Société des amis était bien connue du gouvernement du Haut-Canada. En 1792, le lieutenant-gouverneur Simcoe encourage les Quakers à établir une communauté en leur promettant d'être exemptés des devoirs de milice. En 1806, une réunion de Quakers s'adresse officiellement au lieutenant-gouverneur Gore, l'assurant de leur engagement à l'égard « du bien-être et de la prospérité de la province » tout en lui rappelant que « notre conscience nous interdit de rejoindre les rangs de bon nombre de nos compagnons mortels [...] pour prendre l'épée afin de verser le sang humain ».

Malgré les concessions gouvernementales relatives aux témoignages religieux, les Militia Acts (lois sur la milice) de 1793 et de 1794 ne permettent l'exemption du service militaire qu'à la seule condition que l'on paie une amende à la place. Les Quakers refusent de payer ces amendes, au motif que cela revient à soutenir l'activité militaire. Ceux qui paient les amendes ou engagent un remplaçant pour assumer leur service encourent des mesures disciplinaires et éventuellement un désaveu. Les Quakers s'opposent également à la participation à un appel nominal pour intégrer la milice ou aux exercices militaires, même si aucun combat n'a lieu. Lorsqu'ils refusent de payer les amendes militaires, le gouvernement colonial répond en saisissant leurs propriétés. Entre 1806 et 1812, les Quakers paient ainsi le prix fort en perdant nombre de propriétés et de biens, beaucoup passant même un mois en prison. Si les Quakers de toute la province souffrent au nom de leurs principes, ce sont ceux de la rue Yonge qui sont les plus durement touchés, sans aucun doute en raison de leur proximité avec York, la capitale de l'époque.

La plupart des Quakers restent fidèles à leurs croyances pacifistes lorsque la guerre éclate en 1812, et très peu rejoignent le conflit de leur plein gré. En cas d'appropriation de leurs chevaux ou d'autres biens, les Quakers sont censés supporter cette perte sans mot dire. Dans la mesure où de nombreux fermiers quakers refusent les billets émis par le gouvernement pendant la guerre en échange de céréales ou d'hébergement de soldats, ils perdent non seulement des revenus, mais aussi leur propriété.

Ce témoignage en faveur de la paix est en réalité un plaidoyer contre la guerre. Tout lien avec la guerre ou les activités associées est interdit. À de très rares exceptions, les Quakers se conforment à ces restrictions. Leurs établissements sont encore relativement récents et généralement à l'écart des autres colons. La communauté de la rue Yonge se relève tout juste d'une épidémie qui a fait des ravages en 1809; une deuxième épidémie de nature inconnue balaie la communauté en 1812-1813. En outre, en 1812, David Willson prend la tête d'un groupe qui s'est détaché de la Société des amis de la rue Yonge pour former The Children of Peace. Chez les Quakers, l'heure de la discorde a sonné.

La guerre a eu des conséquences dévastatrices sur les Quakers dans le Haut-Canada, mais elle n'est pas le seul facteur qui est entré en jeu à cette période. Non seulement la guerre a représenté une menace extérieure, mais surtout, elle a mené à des divisions internes et à des ruptures au sein des Quakers.

*Robynne Rogers Healey est professeure agrégée et coordonnatrice du volet Histoire (programme MAIH) à la Trinity Western University à Langley (C.-B.). Elle est l'auteure de l'ouvrage* From Quaker to Upper Canadian: Faith and Community Among Yonge Street Friends, 1801-1850 *(McGill-Queen's University Press, 2006).*

# Les forts : patrimoine de l'Ontario

Par Dennis Carter-Edwards

La guerre de 1812 marque le début d'une histoire fascinante pour de nombreux forts de l'Ontario.

Afin de protéger des points stratégiques dans tout le Haut-Canada, les Britanniques investissent des ressources considérables en vue de défendre la colonie contre l'envahisseur américain. Après la guerre de 1812, nombre de ces fortifications tombent en décrépitude. Toutefois, ces sites trouvent un second souffle avec la montée de la rébellion en 1837 et les attaques frontalières subséquentes. Les Britanniques mobilisent alors de nouvelles ressources pour rénover de nombreux forts. Puis, avec la Confédération, la responsabilité de ces sites est confiée au nouveau gouvernement canadien.

Certaines propriétés continuent de servir des objectifs militaires, alors que d'autres trouvent de nouveaux usages. La disparition progressive de certains forts attire l'attention de groupes de défense du patrimoine. En 1889, la Lundy's Lane Historical Society se bat pour que l'on érige un repère commémoratif sur ce champ de bataille historique. L'action des groupes de défense du patrimoine évolue néanmoins au fil du temps, passant de la simple commémoration des sites à la promotion active de leur préservation, comme en témoigne le site de Niagara. En 1905, la Niagara Historical Society mène avec succès une campagne pour que le gouvernement s'engage à préserver le site historique de Fort George.

La menace pesant sur Fort York à Toronto donne lieu à une lutte encore plus intense. En 1903, le gouvernement fédéral vend la réserve militaire à la municipalité, laquelle accepte de préserver les terrains et de restaurer le site pour qu'il retrouve sa configuration de 1816. Or, contrairement à l'entente, les représentants municipaux prévoient de faire passer une ligne de tramway directement à travers le fort, démolissant ainsi plusieurs bâtiments le long du trajet. Sous la direction de la Société historique de l'Ontario, les tenants de la préservation du Fort-York s'engagent dans une campagne vigoureuse pour contrer ces plans.

Les résidents d'Amherstburg déploient des efforts encore plus ambitieux pour protéger les ruines de Fort Malden. En 1904, ils demandent au gouvernement fédéral d'acquérir le site et de le convertir en parc historique national. Malgré son intérêt, le gouvernement ne possède alors aucun moyen de créer de tels parcs. La Division des parcs du Dominion établie en 1911 se préoccupe davantage de la gestion des parcs et des forêts. Mais l'intérêt pour un programme national de défense du patrimoine gagne du terrain avec la création en 1919 de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada.

Les premiers travaux de cette Commission coïncident avec la cession du surplus de domaines militaires, qui est directement à l'origine de l'acquisition en 1924 de Fort Wellington, à Prescott, pour en faire un parc historique.

« A View of Amherstburg, 1813 », par Margaret Reynolds. Avec l'aimable autorisation de Parcs Canada, lieu historique national du Canada du Fort-Malden.

Le précédent étant établi, le groupe de défense du patrimoine d'Amherstburg redouble d'efforts pour que Fort Malden soit également racheté.

Pendant la Grande Dépression, tous les gouvernements cherchent à stimuler la croissance économique et à lutter contre le chômage. L'Ontario s'engage dans un programme ambitieux de reconstruction des forts à Kingston et à Niagara. Ces projets visant à créer du travail ont favorisé l'emploi et renforcé le potentiel touristique des forts aux yeux des visiteurs américains. Ironiquement, ces monuments – construits à l'origine pour repousser les forces américaines – sont restaurés pour attirer les touristes des États-Unis.

Pendant la reconstruction des bâtiments de nos forts et la remise en état de leurs terrains, l'authenticité historique doit se plier à de nombreux compromis, étant donné que la philosophie sous-tendant la commémoration fait alors passer la satisfaction des visiteurs avant le réalisme de la reconstruction. Cela change dans les années 1970 lorsque la Division des parcs devient Parcs Canada et qu'un nombre croissant d'historiens, d'archéologues et de restaurateurs soutiennent la mise en place d'un solide programme national de commémoration du patrimoine.

Aujourd'hui, alors que l'Ontario se prépare à commémorer le bicentenaire de la guerre de 1812, le riche héritage représenté par ces forts et parcs historiques fait ressurgir de façon mémorable cette période cruciale de l'histoire de notre province.

*Dennis Carter-Edwards est archiviste et historien de la voie navigable Trent-Severn.*

# Oubliée par

« Open Doors and Good Bread » – L'hospitalité pacifique des mennonites allemands de Pennsylvanie, œuvre originale de l'artiste canadienne Nicole Arnt. Des reproductions de ce tableau peuvent être achetées sur le site canadianartcards.com

# son pays

Par Kelly Nesbitt

« Mon joyau le plus cher. » Tels sont les mots d'adoration qu'adresse le lieutenant Maurice Nowlan à son épouse à la veille de sa mort en décembre 1813. À l'aube de la bataille, ses seules pensées vont à Agatha. Le lendemain, il est tué durant l'assaut de Fort Niagara.

Comme beaucoup, Agatha et Maurice se sont rencontrés et mariés alors qu'il est en service et que la guerre fait rage. La vie continue, les couples se marient et ont des enfants. Le capitaine William Derenzy du 41e régiment posté à York épouse Elizabeth Selby en février 1813; tous deux se trouvent au fort York lorsqu'il est envahi le 27 avril 1813 – et tous deux vont jouer un rôle essentiel au cours de cet assaut. Elizabeth est en effet chargée par le général Sheaffe de cacher les fonds du trésor public.

L'armée tente de limiter les épreuves et les difficultés liées à la guerre en envoyant les femmes et les enfants dans le Bas-Canada. Mais ces tentatives ne sont pas toujours couronnées de succès, et des exceptions ont souvent cours. Une ordonnance de district de Kingston en date du 7 juin 1813 établit que les femmes ayant manqué à un ordre antérieur ne se verraient accorder « aucune indulgence pendant leur séjour dans la garnison », alors que celles se rendant à Montréal auraient droit à « des rations et [à] un hébergement ». Quelques jours plus tard, une autre ordonnance est publiée : elle prévoit que les femmes et les enfants des hommes stationnés au Haut-Canada soient envoyés à Montréal où on leur fournirait hébergement, chauffage et rations. Les exceptions concernent les femmes employées comme infirmières dans les hôpitaux ou ayant obtenu une autorisation spéciale du commandant. Une ordonnance générale de district datant de mars 1814 entend limiter à trois le nombre de femmes par compagnie « appartenant ou se joignant à la Right Division », plus prestigieuse.

La guerre n'est pas la pire difficulté pour les femmes : c'est le veuvage. Alors que la milice et le département britannique des Affaires indiennes établissent des systèmes de pension pour les veuves de soldats, d'officiers ainsi que de chefs et de guerriers autochtones pendant la guerre de 1812, l'armée régulière prévoit uniquement des pensions pour les officiers commissionnés et leurs veuves.

En cas de veuvage, la femme d'un soldat n'a généralement que peu d'options : se remarier au sein du régiment ou rester sans un sou, incapable de s'offrir ou d'offrir à ses enfants une alimentation suffisante et un hébergement décent, sans parler de financer un retour au foyer. Les veuves de militaires peuvent demander – et demandent – au commandant des forces armées un soutien pécuniaire et/ou une aide pour pouvoir regagner leur foyer. Dans de nombreux cas, il est impossible de savoir ce que sont devenues ces femmes et ce qu'il est advenu de leurs requêtes, dans la mesure où les documents sont incomplets. Certains portent la mention « décision de Son Excellence ». Aucune explication n'est consignée, certains documents se contentant de mentions telles que « respecté pour un temps limité ».

En dépit des circonstances difficiles auxquelles les femmes peuvent être confrontées, il existe des avantages à être la femme d'un soldat. Pour celles choisissant d'accompagner leur époux, elles n'ont pas à se séparer de leur bien-aimé. Même si leur vie peut sembler dure et sombre à bien des égards, leur sort est pourtant parfois plus enviable que celui de beaucoup de leurs semblables à l'aune de la réalité du début du XIXe siècle. Les femmes et les enfants reçoivent des rations alimentaires régulières et, après 1812, les enfants de soldats ont accès à une éducation obligatoire, aussi basique soit-elle, ce qui ne sera le cas que bien plus tard pour les enfants de civils au Canada. Ils ont également accès au service médical de l'armée, les chirurgiens offrant consultation et traitement aux familles. Enfin, dans certains cas, les régiments effectuent des collectes pour aider les veuves et un fonds de bienfaisance verse de l'argent aux veuves dans le besoin et aux enfants orphelins.

On peut aisément comprendre pourquoi de nombreuses veuves choisissent de se remarier au sein de leur régiment. Selon le subalterne Gleig, les veuves sont alors « absolument sûres de trouver autant de maris qu'il leur en faut ». À Fort York, on a noté au moins deux exemples en la matière pendant la guerre de 1812 – Mary Lucas en novembre 1813 et Mary Porter en septembre 1814. Pour les veuves d'officiers commissionnés, la vie peut être plus difficile, car elles sont liées par les conventions sociales et ne peuvent pas chercher aussi rapidement la sécurité d'une nouvelle union.

Et qu'est-il advenu du « joyau le plus cher » du lieutenant Nowlan? Agatha a fini par demander de l'aide, étant « dans un total dénuement et sans aucun moyen de soutien ». En octobre 1815, après pratiquement deux ans de veuvage, elle a demandé à être inscrite sur la liste des pensions et à recevoir, conformément à la réglementation, le montant supplémentaire d'une année de rémunération, étant donné que son époux était mort au combat. Apparemment, la veuve d'un officier prometteur, mort en héros, avait été oubliée par son propre pays.

*Kelly Nesbitt est coordonnatrice administrative au Lieu historique national du Canada Fort York à Toronto.*

# Les premiers édifices parlementaires du Haut-Canada : un lieu d'espoirs et de rêves

Par Ronald F. Williamson

La découverte il y a dix ans de vestiges archéologiques des premiers et seconds édifices parlementaires du Haut-Canada dans le quartier Old Town de Toronto a attiré l'attention de la ville, de la province et de la nation sur l'une des pierres angulaires de l'histoire canadienne.

En 1794, le Haut-Canada est à peine établi que le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe transfère la capitale de Newark (Niagara-on-the-Lake) à York (Toronto). À l'origine, York est conçue selon un plan qui prévoit un terrain réservé à la Couronne où l'on construit les édifices parlementaires. Les premiers édifices, érigés en 1797, comprennent deux structures de briques de 40 pieds sur 24 et séparées l'une de l'autre de 75 pieds. On suppose que chaque structure possédait un demi-étage, avec une petite galerie panoramique. À l'est des bâtiments de briques se trouvent deux constructions à ossature en bois mesurant 9 mètres de long qui sont utilisées pour les salles de réunion.

Les édifices parlementaires ont de nombreuses fonctions administratives et publiques, en plus des sessions de l'Assemblée législative (lesquelles se tiennent généralement seulement deux mois par an). Ils servent entre autres à la Cour d'appel, à la Cour du Banc du Roi et à la Cour de district. Par ailleurs, l'Église anglicane est un occupant notable des lieux. Un blockhaus, construit en 1799 sur une falaise à moins de 10 mètres des rives du lac Ontario, témoigne de la présence militaire sur le site.

Le 27 avril 1813, l'armée et la marine américaines mènent avec succès une attaque sur York, et occupent la ville pendant six jours – pillant les maisons, confisquant ou détruisant les fournitures et mettant le feu à diverses installations publiques, dont la résidence du Gouverneur général à Fort York, les édifices parlementaires et le blockhaus adjacent. Parmi les objets dérobés dans les édifices parlementaires figure la masse cérémonielle de

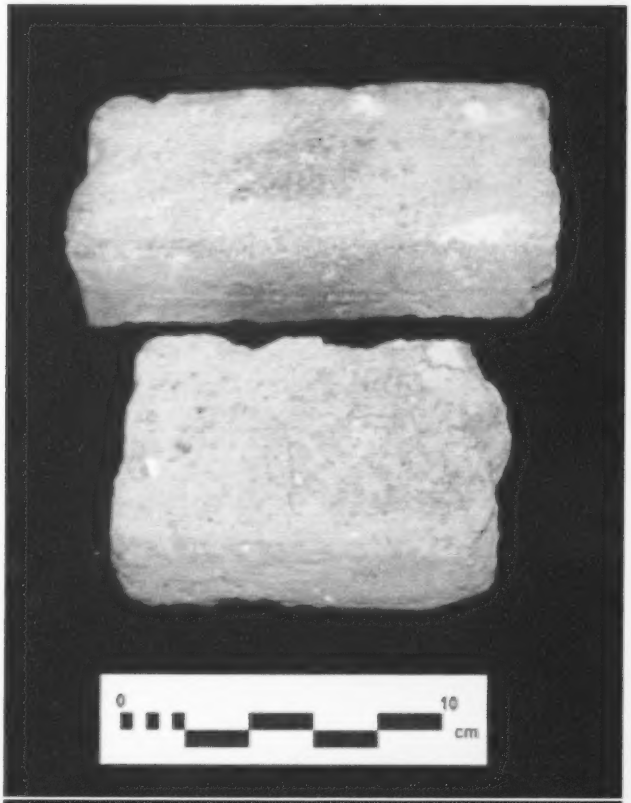
**Solives carbonisées se prolongeant jusqu'à la fondation en pierres.** Le sol recèle de nombreux fragments de fines briques rouges datant du début du XIX[e] siècle, dont certains sont brûlés. D'autres vestiges récupérés au niveau du sol incluent surtout des céramiques de la fin du XVIII[e] et du début du XIX[e] siècle, également carbonisées dans certains cas.

l'Assemblée (symbole de son autorité). Le président Franklin D. Roosevelt rendra la masse au gouvernement de l'Ontario en 1934.

Peu après l'invasion américaine de 1813 et pendant la reconstruction de Fort York, les édifices parlementaires, dont les murs ont résisté à l'incendie, sont réparés à la hâte et servent à héberger des troupes britanniques comptant entre 200 et 300 hommes. Au début de 1816, la reconstruction militaire de la garnison est achevée et les troupes retournent à Fort York. En juin 1818, sur les conseils de l'Assemblée législative, des plans sont élaborés pour la construction de nouveaux édifices parlementaires. La première session dans les nouveaux bâtiments a lieu en décembre 1820, mais un nouvel incendie détruit les édifices le 30 décembre 1824. Le terrain est laissé vacant jusqu'à la fin des années 1830, après quoi il accueille la prison du district, puis le complexe de la société Consumers' Gas Company. Le site est réaménagé en 1960 pour inclure un certain nombre de petites entreprises commerciales.

En 2000, des fouilles archéologiques se concentrent sur la cour de la société Consumers' Gas qui représente, pense-t-on, la meilleure chance de retrouver des vestiges des édifices parlementaires. Dans l'une des tranchées de fouille, on découvre la fondation en pierres posées à sec du mur est de l'édifice parlementaire sud. Plusieurs traces linéaires de charbon présentant un tracé net et distinct se prolongent jusqu'à cette fondation. Il s'agit des restes carbonisés de parties de planchers, de longrines ou de solives qui ont brûlé sur place, laissant des images fantômes des planchers. Le premier incendie connu de cette structure est celui causé par les Américains pendant la guerre de 1812. Sans surprise, des marques similaires de longrines et de solives brûlées ont été relevées pendant les fouilles réalisées au niveau des bâtiments de Fort York, également mis à feu par les troupes américaines.

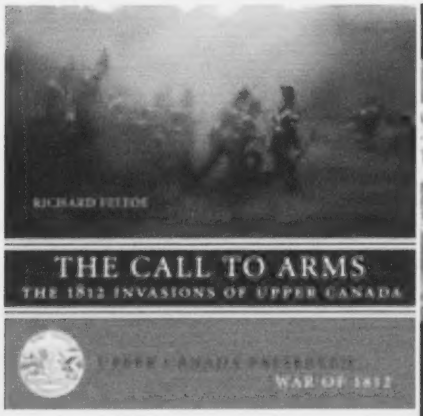
Ces vestiges témoignent que ce lieu portait les espoirs et les rêves suscités par une terre nouvelle. Les édifices parlementaires font partie des premières structures en briques de la ville et étaient désignés comme le « Palais du gouvernement » (à une époque, la rue Front s'appelait la rue du Palais). Dans ces bâtiments, on allait prendre des décisions contribuant à façonner la province et la nation. Nous saluons le travail accompli par la Fiducie du patrimoine ontarien pour nous proposer une interprétation de ces lieux, des tournants majeurs et des événements fascinants qui y sont associés.

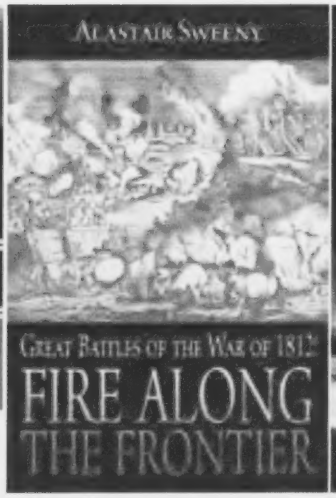


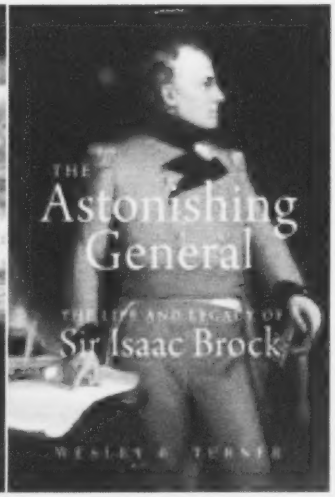

**Premières briques (la brique du dessous est carbonisée).** Alors qu'il est surprenant et fortuit que des vestiges archéologiques des édifices parlementaires aient survécu aux constructions industrielles et institutionnelles érigées ultérieurement dans ce quartier, de récents travaux menés sur le site n'ont pour le moment pas permis de découvrir d'autres restes de ces édifices, ce qui rend les premières découvertes d'autant plus remarquables.

*Ronald F. Williamson est l'archéologue principal et l'associé directeur de la société Archaeological Services Inc. (ASI) à Toronto – la plus grande entreprise de conseils en archéologie de l'Ontario. ASI a collaboré avec la Fiducie pour mener à bien une évaluation archéologique du site des premiers édifices parlementaires en 2000.*

# Ressources




**The Call to Arms: The 1812 Invasions of Upper Canada** (de Richard Feltoe), **Dundurn Press, 2012.** « The Call to Arms » est le premier tome d'une série intitulée « Upper Canada Preserved – War of 1812 », qui en compte six. Chaque tome de cette chronique de la guerre de 1812 associe l'excellence de la recherche historique moderne et de longues citations tirées de lettres personnelles et de documents officiels originaux en vue de retracer cette période cruciale des débuts de l'histoire du Canada.

**Fire Along the Frontier: Great Battles of the War of 1812** (d'Alastair Sweeny), **Dundurn Press, 2012.** « Fire Along the Frontier » est le premier ouvrage qui traite dans le détail des principales batailles de la guerre de 1812 sous un angle commercial et social, tout en examinant la culture politique dans les deux camps.

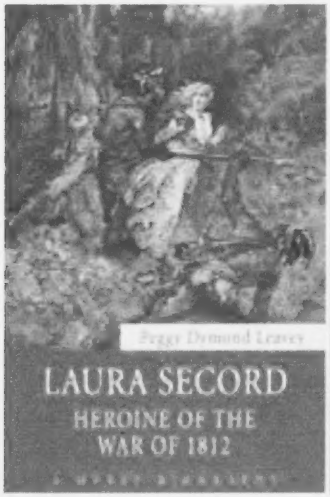
**The Astonishing General: The Life and Legacy of Sir Isaac Brock** (de Wesley B. Turner), **Dundurn Press, 2011.** Cet ouvrage est consacré au major-général Sir Isaac Brock (1769-1812). Il retrace sa vie, sa carrière et son héritage, en particulier dans les deux Canadas, ainsi que le contexte de l'époque. L'un des legs les plus durables de la guerre de 1812, dans le camp des États-Unis comme dans celui du Canada, est l'apparition de héros et d'héroïnes. Isaac Brock fut le premier d'entre eux, et à bien des égards le plus improbable. Ainsi, ses ennemis américains l'admiraient presque autant que son propre peuple. Il est encore plus frappant de constater qu'un général britannique ayant joué un rôle militaire pendant moins de cinq mois au cours de cette guerre de deux ans et demi en est devenu un peu partout le héros le plus connu et le plus vénéré.

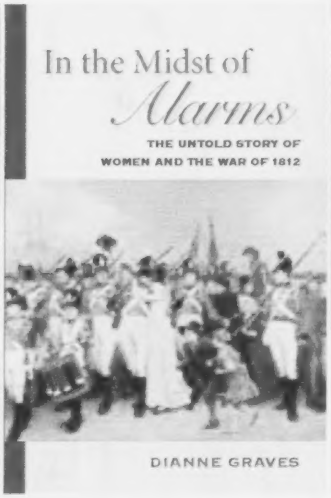
**Laura Secord: Heroine of the War of 1812** (de Peggy Dymond Leavey), **Dundurn Press, 2012.** Après avoir traîné, à elle seule, son mari blessé à l'écart du champ de bataille pendant la guerre de 1812, Laura Secord (1775-1868) est contrainte d'héberger des soldats américains afin de bénéficier d'un soutien financier pour le soigner durant sa convalescence. C'est à cette occasion qu'elle surprend une conversation exposant le plan américain visant à tendre une embuscade aux troupes britanniques à Beaver Dams. En 1813, faisant preuve d'une persévérance, d'un courage et d'une audace exceptionnels, Laura parcourt à pied les 30 kilomètres qui séparent sa maison d'un avant-poste britannique afin de prévenir le général James FitzGibbon. [Elle parvient à lui parler] juste à temps pour permettre aux Britanniques de préparer une embuscade contre les forces américaines toutes proches, qui force le général américain à la reddition.

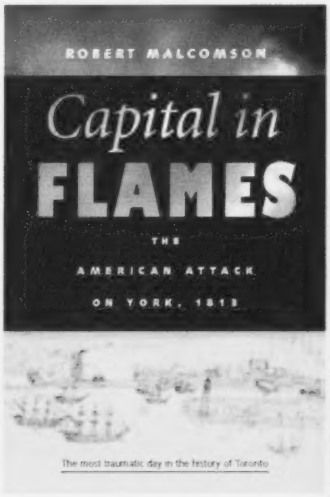
**In the Midst of Alarms: The untold story of women and the War of 1812** (de Dianne Graves), **Robin Brass Studio, 2007.** Cet ouvrage essentiel de Dianne Graves aborde la guerre de 1812 sous un angle totalement inédit. Il s'agit d'une œuvre novatrice consacrée à l'étude des femmes – américaines, canadiennes, britanniques et autochtones – qui ont vécu la guerre de 1812.

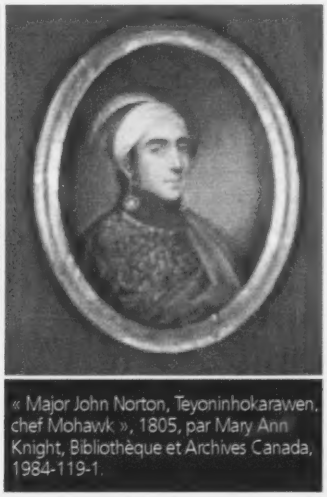
**Capital in Flames: The American Attack on York, 1813** (de Robert Malcomson), **Robin Brass Studio, 2008.** La journée la plus traumatisante qu'a connue Toronto remonte à l'époque où elle constituait la ville frontalière de York. En avril 1813, des navires de guerre placés sous le commandement du commodore américain Isaac Chauncey débarquent 1 700 soldats à proximité du site actuel de l'Exposition nationale canadienne. Le général Zebulon Pike mène ses troupes au combat contre les défenseurs britanniques, canadiens et autochtones dirigés par le général Sir Roger Sheaffe. Au cœur de la bataille, une puissante explosion déchire le sol et fait trembler les fenêtres à 40 milles à la ronde, tuant ou blessant près de 300 personnes … La ville subit un traumatisme que bien peu d'habitants pourront oublier et, sous le feu des critiques, le général Sheaffe abandonne définitivement le service actif.

**The Journal of Major John Norton, 1816** (de Carl Frederick Klinck et John Norton), **The Champlain Publications, 2011.** « The Journal of Major John Norton » est le récit autobiographique d'un périple de 1 000 milles que John Norton a effectué entre le Haut-Canada et le territoire des Cherokees et de ses rencontres avec des membres de la Ligue des Cinq-Nations jusqu'à la fin de la guerre de 1812. Fils d'une mère écossaise et d'un père cherokee, John Norton (Teyoninhokarawen) était un adjoint du chef de guerre mohawk Joseph Brant (Thayendanegea). Le manuscrit original se compose de deux carnets qui appartiennent à la collection privée du duc de Northumberland.



« Major John Norton, Teyoninhokarawen, chef Mohawk », 1805, par Mary Ann Knight, Bibliothèque et Archives Canada, 1984-119-1.

# Sites Web

Échelle régionale

**Algoma 1812** (www.algoma1812.ca)

**Ville de Toronto** (www.toronto.ca/1812)

**Niagara 1812 Bicentennial Legacy Council** (www.discover1812.com)

**Southern Georgian Bay War of 1812 Bicentennial Committee** (www.1812bicentennial.com)

**St. Lawrence War of 1812 Bicentennial Alliance** (www.celebrate1812.com)

**South West 1812 Bicentennial Commemoration** (www.1812ontario.ca)

**Western Corridor War of 1812 Bicentennial Alliance** (www.westerncorridor1812.com)

Autres

**Bicentenaire de la guerre de 1812: *La lutte pour le Canada* – Gouvernement du Canada** (www.1812.gc.ca)

**The Maryland War of 1812 Bicentennial Commission** (http://starspangled200.org)

**La guerre de 1812 – Archives publiques de l'Ontario** (http://www.archives.gov.on.ca/french/on-line-exhibits/1812/index.aspx)

**The War of 1812 – PBS** (www.pbs.org/wned/war-of-1812)

**Guerre de 1812 – L'institut Historica-Dominion/La société géographique royale du Canada/Parcs Canada** (http://www.eighteentwelve.ca/?q=fra)

# PORTES OUVERTES ONTARIO 2012

## Chaque porte cache une histoire – découvrez-la!

Des événements sont organisés d'avril à octobre 2012 dans des collectivités situées aux quatre points de la province

Appelez le 1 800 268-3736 pour obtenir votre guide gratuit.

**doorsopenontario.on.ca**

Portes ouvertes Ontario est un programme
de la Fiducie du patrimoine ontarien.

*Notre patrimoine, votre source d'inspiration*

**416 314-3585**
**www.heritagetrust.on.ca**

**Rendez-vous sur la page Facebook consacrée au patrimoine des Noirs de l'Ontario et participez à la discussion.**